

---

*Le grand tournant*

Les années 1980 ont été marquées en Occident par le triomphe d'une politique que l'on a qualifiée à la fois de « conservatrice » et de « néolibérale ». Les noms de R. Reagan et M. Thatcher symbolisent cette rupture avec le « welfarisme » de la social-démocratie et la mise en œuvre de nouvelles politiques censées pouvoir surmonter l'inflation galopante, la baisse des profits et le ralentissement de la croissance. Les slogans souvent simplistes de cette nouvelle droite occidentale sont connus : les sociétés sont détaxées, déreglées, et soumises aux pressions multiples des syndicats, des corporations égoïstes, des fonctionnaires. La politique conservatrice et néolibérale a surtout semblé constituer une réponse politique à la crise à la fois économique et sociale du régime dit « fordiste » d'accumulation du capital. Ces gouvernements conservateurs ont profondément remis en cause la régulation keynésienne macroéconomique, la propriété publique des entreprises, le système fiscal progressif, la protection sociale, le cadre du secteur privé par des réglementations strictes, spécialement en matière de droit du travail et de représentation des salariés. La politique de la demande destinée à soutenir la croissance et à réaliser le plein-emploi fut la cible principale de ces gouvernements, pour lesquels l'inflation était devenue le problème prioritaire<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Il suffit pour avoir une vision synthétique de ces politiques de considérer le manifeste du parti conservateur anglais de 1979 sur lequel M. Thatcher a été élue. Son programme prévoyait le contrôle de l'inflation, la diminution du pouvoir des syndicats, la restau-

Mais suffit-il de situer dans une certaine conjoncture historique les politiques néolibérales pour en comprendre la nature et pour cerner les rapports qu'elles entretiennent avec les efforts de refondation théorique du libéralisme ? Comment expliquer la permanence de ces politiques pendant plusieurs décennies ? Comment surtout rendre compte du fait que certaines de ces politiques ont pu être menées aussi bien par la « nouvelle droite <sup>1</sup> » que par la « gauche moderne » ?

En réalité, ces nouvelles formes politiques engagent un changement autrement plus important qu'une simple restauration du « pur » capitalisme d'antan et du libéralisme traditionnel. Elles ont pour caractéristique principale de modifier radicalement le mode d'exercice du pouvoir gouvernemental ainsi que les références doctrinales dans le contexte d'un changement des règles de fonctionnement du capitalisme. Elles témoignent d'une subordination à un certain type de rationalité politique et sociale articulée à la mondialisation et à la financiarisation du capitalisme. En un mot, il n'y a de « grand tournant » que par la mise en œuvre générale d'une nouvelle logique normative capable d'intégrer et de réorienter durablement politiques et comportements dans une nouvelle direction. Andrew Gamble a résumé ce nouveau cours par la formule : « Économie libre, État fort. » L'expression a le mérite de souligner que nous n'avons pas affaire à un simple retrait de l'État, mais à un réengagement politique de l'État sur de nouvelles bases, de nouvelles méthodes et de nouveaux objectifs. Que veut dire exactement cette formule ? On peut naturellement y voir ce que les courants conservateurs veulent y mettre : le rôle accru de la défense nationale contre les ennemis extérieurs, de la police contre les ennemis intérieurs, et plus généralement des contrôles sur la population, sans oublier la volonté de restauration de l'autorité établie, des institutions et des valeurs traditionnelles, en particulier « familiales ». Mais il y a plus que cette ligne de défense de l'ordre institué, assez classiquement conservatrice.

C'est sur ce point précis que les malentendus persistent. Certains auteurs n'ont voulu voir dans les politiques économiques et sociales menées par la nouvelle droite et la gauche moderne qu'un « retour du

ration des incitations à travailler et à s'enrichir, le renforcement du Parlement et de la loi, l'aide à la vie familiale par une politique plus efficace de services sociaux, le renforcement de la défense. Cf. A. GAMBLE, *The Free Economy and the Strong State. The Politics of Thatcherism*, Duke University Press, Durham, 1988.

<sup>1</sup> L'expression « nouvelle droite » est la traduction de l'expression anglaise *new right*, qui désigne précisément les formations politiques, les associations et les médias qui ont porté le discours néolibéral et conservateur depuis les années 1980. Elle ne doit donc pas donner à penser une quelconque parenté avec ce qui a reçu ce nom en France.

marché ». Ils rappellent à juste titre que ce type de politiques a toujours pris appui sur l'idée que pour que les marchés fonctionnent bien, il fallait réduire les impôts, diminuer la dépense publique, y compris en encadrant son évolution par des règles constitutionnelles, transférer au privé les entreprises publiques, restreindre la protection sociale, privilégier des « solutions individuelles » face aux risques, contrôler la croissance de la masse monétaire pour réduire l'inflation, disposer d'une monnaie forte et stable, déréglementer les marchés, en particulier celui du travail. Au fond, si le « compromis social-démocrate » était synonyme d'interventionnisme étatique, le « compromis néolibéral » était lui synonyme de libre marché. Ce qui est resté moins bien perçu est le caractère disciplinaire de cette nouvelle politique, donnant au gouvernement un rôle de gardien vigilant de règles juridiques, monétaires, comportementales, lui attribuant la fonction officielle de surveillant des règles de concurrence dans le cadre d'une collusion officieuse avec des grands oligopoles, et peut-être plus encore lui assignant l'objectif de créer des situations de marché et de former des individus adaptés aux logiques de marché. En d'autres termes, l'attention portée à la seule idéologie du laisser-faire a détourné de l'examen des pratiques et des dispositifs encouragés, ou directement mis en place, par les gouvernements. En conséquence, c'est la *dimension stratégique* des politiques néolibérales qui a été paradoxalement négligée dans la critique « antilibérale » standard, dans la mesure où cette dimension est d'emblée prise dans une rationalité globale demeurée inaperçue.

Qu'entendre exactement par « stratégie » ? Dans son sens le plus courant, le terme désigne le « choix des moyens employés pour parvenir à une fin <sup>1</sup> ». Il est indéniable que le tournant des années 1970-1980 a mobilisé tout un éventail de moyens pour atteindre dans le meilleur délai certains objectifs bien déterminés (démantèlement de l'État social, privatisation des entreprises publiques, etc.). On est donc parfaitement fondé à parler en ce sens d'une « stratégie néolibérale » : on entendra par là l'ensemble des discours, des pratiques, des dispositifs de pouvoir visant à instaurer de nouvelles conditions politiques, à modifier les règles de fonctionnement économique, à transformer les rapports sociaux de manière à imposer ces objectifs. Cependant, pour légitime qu'il soit, cet usage du terme de « stratégie » pourrait donner à penser que l'objectif de la concurrence généralisée entre entreprises, économies et États a lui-même été élaboré à partir d'un projet mûri de longue date, comme s'il avait fait l'objet d'un choix

<sup>1</sup> Hubert DREYFUS et Paul RABINOW, *Michel Foucault. Un parcours philosophique*, Gallimard, Paris, 1984, p. 318-319.



tout aussi rationnel et maîtrisé que les moyens mis au service des objectifs initiaux. De là à penser le tournant en termes de « complot », il n'y a qu'un pas que certains ont vite fait de franchir, en particulier à gauche. Il nous apparaît plutôt que l'objectif d'une nouvelle régulation par la concurrence n'a pas préexisté à la lutte contre l'État-providence dans laquelle se sont engagés, tour à tour ou simultanément, des cercles intellectuels, des groupes professionnels, des forces sociales et politiques, souvent pour des motifs assez hétérogènes. Le tournant s'est amorcé sous la pression de certaines conditions, sans que personne ne songe encore à un nouveau mode de régulation à l'échelle mondiale. Notre thèse est que cet objectif s'est constitué au cours de l'affrontement lui-même, qu'il s'est imposé à des forces très différentes en raison même de la logique de l'affrontement, et qu'à partir de ce moment il a joué le rôle d'un catalyseur en offrant un point de ralliement à des forces jusque-là relativement dispersées. Pour tenter de rendre compte de cette émergence de l'objectif à partir des conditions d'un affrontement déjà engagé, il faut recourir à un autre sens du terme de « stratégie », un sens qui ne la fait pas procéder de la volonté d'un sujet ou de l'intentionnalité d'un sujet. Cette idée d'une « stratégie sans sujet » ou « sans stratège » a précisément été élaborée par M. Foucault. Prenant l'exemple de l'objectif stratégique de moralisation de la classe ouvrière dans les années 1830, ce dernier tient que cet objectif a alors produit la bourgeoisie comme l'agent de sa mise en œuvre, loin que ce soit la classe bourgeoise, comme sujet préconstitué, qui ait conçu cet objectif à partir d'une idéologie déjà élaborée<sup>1</sup>. Ce qu'il s'agit de penser ici, c'est une certaine « logique des pratiques » : il y a d'abord des pratiques, souvent dispersées, qui mettent en œuvre des techniques de pouvoir (au premier rang desquelles les techniques disciplinaires), et c'est la multiplication et la généralisation de toutes ces techniques qui impriment peu à peu une direction globale, sans que personne ne soit l'instigateur de cette « poussée vers un objectif stratégique<sup>2</sup> ». On ne saurait mieux dire la manière dont la concurrence s'est constituée comme nouvelle norme mondiale à partir de certains rapports entre les forces sociales et de certaines conditions économiques, sans avoir été « choisie » de façon préméditée par un quelconque « état-major ». Faire apparaître la dimension stratégique des politiques néolibérales, c'est donc non seulement faire apparaître en quoi elles relèvent du choix de certains moyens (selon le premier sens du terme de

1 « Le jeu de Michel Foucault », *loc. cit.*, p. 306-307.

2 H. DREYFUS et P. RABINOW, *Michel Foucault, op. cit.*, p. 268-269.

« stratégie »), mais c'est également faire apparaître le caractère stratégique (au second sens du même terme) de l'objectif de la concurrence généralisée qui a permis de donner à tous ces moyens une cohérence globale.

Nous nous proposons dans ce chapitre d'examiner dans l'ordre les quatre points suivants. Le premier concerne la relation d'appui réciproque en vertu de laquelle les politiques néolibérales et les transformations du capitalisme se sont comme épaulées les unes les autres pour produire ce que nous avons appelé le « grand tournant ». Cependant ce tournant n'est pas dû à la seule crise du capitalisme, pas plus qu'il n'est venu d'un coup. Il a été précédé et il s'est accompagné d'une lutte idéologique, laquelle a surtout consisté en une critique systématique et durable de l'État-providence par des essayistes et des hommes politiques. Cette offensive a nourri directement l'action de certains gouvernements et a grandement contribué à légitimer la nouvelle norme lorsque celle-ci a fini par émerger. C'est le deuxième point. Mais la seule conversion des esprits n'aurait pas suffi ; il a fallu obtenir une transformation des comportements. Celle-ci fut pour l'essentiel l'œuvre de techniques et de dispositifs de discipline, c'est-à-dire de systèmes de contrainte, tant économiques que sociaux, dont la fonction a été d'obliger les individus à se gouverner sous la pression de la compétition, selon les principes du calcul maximisateur et dans une logique de valorisation de capital. C'est le troisième point. La progressive extension de ces systèmes disciplinaires ainsi que leur codification institutionnelle ont finalement abouti à la mise en place d'une rationalité générale, sorte de nouveau régime des évidences s'imposant aux gouvernants de tous bords comme unique cadre d'intelligibilité des conduites humaines.

### Une nouvelle régulation par la concurrence<sup>1</sup>

Il est deux façons de manquer le sens du « grand tournant ». La première consiste à le faire exclusivement procéder de transformations économiques internes au système capitaliste. On isole ainsi artificiellement la dimension de réaction-adaptation à une situation de crise. La seconde consiste à voir dans la « révolution néolibérale » l'application délibérée et concertée d'une théorie économique, celle de Milton Friedman étant le

1 Le contenu de cette section reprend pour une part un exposé réalisé par El Mouhoub Mouhoub et Dominique Plihon au séminaire « Question Marx ». Il a été entièrement revu à l'occasion de la présente publication par les auteurs de l'ouvrage avec l'aide d'El Mouhoub Mouhoub.

plus souvent privilégiée<sup>1</sup>. C'est alors la dimension de la *revanche* idéologique qui est survalorisée. En réalité, la mise en place de la norme mondiale de la concurrence s'est opérée par le branchement d'un projet politique sur une dynamique endogène, tout ensemble technologique, commerciale et productive. Nous voudrions dans cette section et la suivante mettre en évidence les principaux traits de cette dynamique, réservant l'examen spécifique de la seconde dimension aux sections ultérieures consacrées à l'idéologie et à la discipline.

Le programme politique de M. Thatcher et de R. Reagan, dupliqué ensuite par un grand nombre de gouvernements et relayé par les grandes organisations internationales comme le FMI ou la Banque mondiale, se présente d'abord comme un ensemble de *réponses* à une situation jugée « ingérable ». Cette dimension proprement réactive est parfaitement manifeste dans le rapport de la Commission Trilatérale<sup>2</sup> intitulé *The Crisis of Democracy*, document clé qui témoigne de la conscience de l'« ingouvernabilité » des démocraties partagée par beaucoup de dirigeants des pays capitalistes<sup>3</sup>. Les experts invités à formuler leur diagnostic en 1975 constataient que les gouvernants étaient devenus incapables de gouverner du fait de la trop grande implication des gouvernés dans la vie politique et sociale. Tout à l'inverse de Tocqueville ou de Mill qui déploraient l'apathie des modernes, les trois rapporteurs de la Commission Trilatérale, Michel Crozier, Samuel Huntington et Joji Watanuki, se plaignaient de l'« excès de démocratie » apparu dans les années 1960, c'est-à-dire, à leurs yeux, de la montée des revendications égalitaires et du désir de participation politique active des classes les plus pauvres et les plus marginalisées. À leurs yeux, la démocratie politique ne peut fonctionner normalement qu'avec un certain degré « d'apathie et de non-participation de la part de certains individus et de certains groupes<sup>4</sup> ». Rejoignant les thèmes classiques des premiers

- 1 Cet aspect est très unilatéralement souligné dans le dernier ouvrage de Naomi KLEIN, *La Stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Leméac/Actes Sud, Arles, 2008.
- 2 La Commission Trilatérale, fondée en 1973 par David Rockefeller, regroupe comme sa charte l'indique deux cents « citoyens distingués », c'est-à-dire des membres très sélectionnés de l'élite politique et économique mondiale provenant de la « triade » (États-Unis, Europe, Japon), qui s'attacheront à « développer des propositions pratiques pour une action conjointe ».
- 3 M. CROZIER, S. HUNTINGTON et J. WATANUKI, *The Crisis of Democracy: Report on the Governability of Democracies to the Trilateral Commission*, New York University Press, New York, 1975.
- 4 *Ibid.*, p. 114.

historiens néolibéraux, ils en venaient à réclamer que l'on reconnaisse qu'« il y a une limite désirable à l'extension indéfinie de la démocratie politique<sup>1</sup> ».

Cet appel à mettre des « limites aux revendications » traduisait à sa manière l'entrée en *crise de l'ancienne norme fordiste*. Cette dernière mettait en cohérence les principes du taylorisme avec des  règles de partage de la valeur ajoutée favorables à la hausse régulière des salaires réels (par indexation sur les prix et les gains de productivité). Cette articulation de la production et de la consommation de masse s'appuyait en outre sur le caractère relativement autocentré<sup>2</sup> de ce modèle de croissance qui garantissait une certaine « solidarité » macroéconomique entre salaire et profit. Les caractéristiques de la demande (faible différenciation des produits, élasticité élevée de la demande par rapport au prix<sup>3</sup>, progression des revenus) correspondaient à la satisfaction progressive des besoins des ménages en biens de consommation et d'équipement. Aussi cette croissance soutenue des revenus assurée par l'augmentation des gains de productivité permettait-elle d'écouler la production de masse sur des marchés essentiellement domestiques. Des secteurs industriels peu exposés à la concurrence internationale jouaient un rôle moteur dans la croissance. L'organisation de l'activité productive reposait sur une division du travail très poussée, une automatisation accrue mais rigide, un cycle production/consommation long, permettant d'obtenir des économies d'échelle sur des bases nationales ou même internationales, ces dernières étant liées déjà à la délocalisation massive de segments d'assemblage dans les pays asiatiques. On comprend que de telles conditions rendaient possibles, au plan politique et social, des arrangements articulant jusqu'à un certain point la valorisation du capital et une augmentation des salaires réels (ce que l'on a pu appeler le « compromis social-démocrate »).

Pendant, dès la fin des années 1960, le modèle « vertueux » de la croissance fordiste rencontre des limites endogènes. Les entreprises connaissent alors une baisse très sensible de leurs taux de profit<sup>4</sup>. Cette chute de la « profitabilité » s'explique par le ralentissement des gains de

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 115, cité par Serge HALIMI, *Le Grand Bond en arrière*, Fayard, Paris, 2004, p. 249.

<sup>2</sup> Le terme permet de définir un circuit macroéconomique centré sur la base territoriale de l'État-nation.

<sup>3</sup> L'élasticité-prix de la demande désigne dans le langage économique la sensibilité de la demande à la variation des prix.

<sup>4</sup> Cf. Gérard DUMÉNIL et Daniel LÉVY, *Crise et sortie de crise, ordre et désordres néolibéraux*, PUF, Paris, 2000.



productivité, par le rapport des forces sociales et la combativité des salariés (ce qui a donné aux « années 68 » leur caractéristique historique), par la forte inflation amplifiée par les deux chocs pétroliers de 1973 et de 1979. La stagflation semble alors signer l'acte de décès de l'art keynésien de « piloter la conjoncture », lequel supposait l'arbitrage entre l'inflation et la récession. La coexistence des deux phénomènes, fort taux d'inflation et taux de chômage élevé, paraît discréditer les outils de la politique économique, en particulier l'action bénéfique de la dépense publique sur le niveau de la demande et le niveau d'activité, partant sur le niveau de l'emploi.

Le dérèglement du système international mis en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale constituera au même moment un facteur supplémentaire de crise. Le flottement général des monnaies à partir de 1973 ouvre la voie à une influence accrue des marchés sur les politiques économiques et, dans un contexte nouveau, l'ouverture croissante des économies sape les bases du circuit autocentré « production-revenu-démande ».

La nouvelle politique monétariste s'efforce précisément de répondre aux deux problèmes majeurs que constituent la stagflation et le pouvoir de pression exercé par les organisations de salariés. Il s'est agi, en cassant l'indexation des salaires sur les prix, de transférer la ponction opérée par les deux chocs pétroliers sur le pouvoir d'achat des salariés au bénéfice des entreprises. Les deux axes principaux du retournement de la politique économique auront été la lutte contre l'inflation galopante et la restauration des profits à la fin des années 1970. L'augmentation brutale des taux d'intérêt, au prix d'une sévère récession et d'une montée du chômage, a permis de lancer rapidement une série d'offensives contre le pouvoir syndical, de baisser les dépenses sociales et les impôts et de favoriser la dérégulation. Les gouvernements de gauche eux-mêmes se convertirent à cette politique monétariste au début des années 1980, comme le montre exemplairement le cas de la France<sup>1</sup>.

Par un autre « cercle vertueux », cette hausse des taux d'intérêt a débouché sur la crise de la dette des pays latino-américains – en particulier du Mexique – en 1982, ce qui fut l'occasion pour le FMI d'imposer, en échange de la négociation des conditions de remboursement, des plans d'ajustement structurel supposant de profondes réformes. Le doublement des taux d'intérêt américains en 1979 et ses conséquences à la fois internes et externes vont redonner aux créanciers un pouvoir sur les débiteurs, en

1 Avec le tournant de la rigueur pris par le gouvernement Delors en 1983.

exigeant d'eux une rémunération réelle plus élevée et en leur imposant ensuite des conditions politiques et sociales très défavorables<sup>1</sup>. Cette discipline monétaire et budgétaire devient la nouvelle norme des politiques anti-inflationnistes dans l'ensemble des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et des pays du Sud qui dépendent des crédits de la Banque mondiale et de l'appui du FMI.

Une nouvelle orientation a ainsi progressivement pris corps dans des dispositifs et mécanismes économiques qui ont profondément modifié les « règles du jeu » entre les différents capitalismes nationaux comme entre les classes sociales à l'intérieur de chacun des espaces nationaux. Les plus fameuses des mesures engagées sont la grande vague de *privatisation* des entreprises publiques (le plus souvent bradées) et le mouvement général de *dérégulation* de l'économie. L'idée directrice de cette orientation est que la liberté donnée aux acteurs privés, lesquels bénéficient d'une meilleure connaissance de l'état des affaires et de leur propre intérêt, est toujours plus efficace que l'intervention directe ou la régulation publique. Si l'ordre économique keynésien et fordiste reposait sur l'idée que la concurrence entre entreprises et entre économies capitalistes devait être encadrée par des règles fixes communes en matière de taux de change, de politiques commerciales et de partage des revenus, la nouvelle norme néolibérale mise en place à la fin des années 1980 érige la concurrence en règle suprême et universelle de gouvernement.

Ce système de règles a défini ce que l'on pourrait nommer un *système disciplinaire mondial*. Comme on le montrera plus loin, l'élaboration de ce système représente l'aboutissement d'un processus d'expérimentation des dispositifs disciplinaires mis au point dès les années 1970 par les gouvernements acquis au dogme du monétarisme. Elle a trouvé sa formulation la plus condensée dans ce que John Williamson a appelé le « consensus de Washington ». Ce consensus s'est établi dans la communauté financière internationale comme un ensemble de prescriptions que doivent suivre tous les pays pour obtenir prêts et aides<sup>2</sup>.

1 Cf. Dominique PLIHON, *Le Nouveau Capitalisme, La Découverte*, « Repères », Paris, 2003. Parmi les dix prescriptions qui constituent la nouvelle norme mondiale, l'on trouve : la discipline budgétaire et fiscale (respect de l'équilibre budgétaire et baisse des prélèvements obligatoires et des taux d'imposition), la libéralisation commerciale avec suppression des barrières douanières et fixation de taux de change compétitifs, l'ouverture aux mouvements de capitaux étrangers, la privatisation de l'économie, la dérégulation et la mise en place de marchés concurrentiels, la protection des droits de propriété, en particulier la propriété intellectuelle des oligopoles internationaux.

Les organisations internationales ont joué un rôle très actif dans la diffusion de cette norme. Le FMI et la Banque mondiale ont vu le sens de leur mission se transformer radicalement dans les années 1980, sous l'effet du basculement des gouvernements des pays les plus puissants dans la nouvelle rationalité gouvernementale. La plupart des économies les plus fragiles ont dû obéir aux prescriptions de ces organismes pour bénéficier de leurs aides ou, au moins, pour obtenir leur « approbation », afin d'améliorer leur image auprès des créanciers et investisseurs internationaux. Dani Rodrick, un économiste de Harvard ayant beaucoup travaillé avec la Banque mondiale, n'a pas hésité à parler à ce sujet d'une « habile stratégie de marketing » : « On présenta l'ajustement structurel comme une démarche que les pays devaient entreprendre pour sauver leurs économies de la crise <sup>1</sup>. » En réalité, comme l'a bien montré Joseph Stiglitz, les résultats des plans d'ajustement ont été souvent très destructeurs. Les « thérapies de choc » ont étouffé la croissance par des taux d'intérêt très élevés, elles ont détruit des productions locales en les exposant sans précaution à la concurrence des pays plus développés, elles ont souvent aggravé les inégalités et accru la pauvreté, elles ont renforcé l'instabilité économique et sociale et soumis ces économies « ouvertes » à la volatilité des mouvements de capitaux. L'intervention du FMI et de la Banque mondiale visait à imposer le cadre politique de l'État concurrentiel, soit celui de l'État dont toute l'action tend à faire de la concurrence la loi de l'économie nationale, que cette concurrence soit celle des producteurs étrangers ou celle des producteurs nationaux.

De façon plus générale, les politiques suivies par les gouvernements du Nord comme du Sud consistèrent à chercher dans l'augmentation de leurs parts de marché au niveau mondial la solution à leurs problèmes intérieurs. Cette course à l'exportation, à la conquête des marchés étrangers et à la captation de l'épargne a créé un contexte de concurrence exacerbée qui a conduit à une « réforme » permanente des systèmes institutionnels et sociaux, présentée aux populations comme une nécessité vitale. Les politiques économiques et sociales ont toutes intégré comme dimension principale cette « adaptation » à la mondialisation, cherchant à accroître la réactivité des entreprises, à diminuer la pression fiscale sur les revenus du capital et les groupes les plus favorisés, à discipliner la main-d'œuvre, à abaisser le coût du travail et à augmenter la productivité.

<sup>1</sup> Cité par N. KLEIN, *op. cit.*, p. 202. On a là, soit dit en passant, une assez bonne illustration du premier sens du terme de « stratégie » comme choix des moyens permettant d'atteindre un objectif déterminé par avance.

Les États devinrent eux-mêmes des éléments clés de cette concurrence exacerbée, cherchant à attirer une part plus importante des investissements étrangers en créant les conditions fiscales et sociales les plus favorables à la libéralisation du capital. Ils ont donc largement contribué à la création d'un ordre qui les soumet à de nouvelles contraintes, lesquelles les conduisent à comprimer salaires et dépenses publiques, à réduire les « droits acquis » jugés trop coûteux, à affaiblir les mécanismes de solidarité qui échappent à la logique assurantielle privée. À la fois acteurs et objets de la concurrence mondiale, constructeurs et auxiliaires du capitalisme financier, les États sont de plus en plus soumis à la loi d'airain d'une dynamique de la mondialisation qui leur échappe très largement. Les dirigeants des gouvernements et des organismes internationaux (financiers et commerciaux) peuvent ainsi soutenir que la mondialisation est un *fatum* tout en œuvrant continuellement à la création de cette supposée « fatalité ».

### L'essor du capitalisme financier

Sur le plan mondial, la diffusion de la norme néolibérale trouve un véhicule privilégié dans la libéralisation financière et la mondialisation de la technologie. Un marché unique des capitaux se met en place à travers une série de réformes de la législation, dont les plus significatives ont été la libération complète des changes, la privatisation du secteur bancaire, le décloisonnement des marchés financiers et, au niveau régional, la création de la monnaie unique européenne. Cette libéralisation politique de la finance est fondée sur un besoin de financement de la dette publique qui sera satisfait par l'appel aux investisseurs internationaux. Elle est justifiée au plan théorique par la supériorité de la concurrence entre acteurs financiers sur l'administration du crédit pour ce qui regarde le financement des entreprises, des ménages et des États endettés <sup>1</sup>. Elle a été facilitée par une révision progressive de la politique monétaire américaine qui a abandonné les stricts canons du monétarisme doctrinal.

La finance mondiale a connu pendant près de deux décennies une extension considérable. Le volume des transactions à partir des années 1980 montre que le marché financier s'est autonomisé relativement à la sphère de la production et des échanges commerciaux, accroissant

ce qui est un comble à ce point de vue de la libéralisation de la finance (1973)

<sup>1</sup> Cf. D. PILLON, « L'État et les marchés financiers », *Les Cahiers français*, n° 277, 1996



l'instabilité devenue chronique de l'économie mondiale<sup>1</sup>. Depuis que la « globalisation » est tirée par la finance, la plupart des pays sont dans l'impossibilité de prendre des mesures qui iraient à l'encontre des intérêts des détenteurs de capitaux. De ce fait, ils n'ont empêché ni la formation des bulles spéculatives ni leur éclatement. Plus encore, ils ont pu contribuer, comme aux États-Unis à partir de 2000, à leur formation par une politique monétaire qui s'est éloignée du monétarisme classique. L'unification du marché mondial de l'argent s'est accompagnée d'une homogénéisation des critères de comptabilité, d'une uniformisation des exigences de rentabilité, d'un mimétisme des stratégies des oligopoles, des vagues de rachats, de fusions et de restructuration des activités.

Le passage du capitalisme fordiste au capitalisme financier a également été marqué par une modification sensible des règles de contrôle des entreprises. Avec la privatisation du secteur public, le poids croissant des investisseurs institutionnels et l'augmentation des capitaux étrangers dans la structure de la propriété des entreprises, l'une des transformations majeures du capitalisme réside dans les objectifs poursuivis par les entreprises sous la pression des actionnaires. De fait, le pouvoir financier des propriétaires de l'entreprise est parvenu à obtenir des managers qu'ils exercent une pression continue sur les salariés afin d'accroître les dividendes et d'augmenter les cours de Bourse. Selon cette logique, la « création de valeur actionnariale », c'est-à-dire la production de valeur au profit des actionnaires telle que les marchés boursiers la déterminent, devient le principal critère de gestion des dirigeants. Les comportements des entreprises en seront profondément affectés. Elles développeront tous les moyens d'augmenter cette « création de valeur » financière : fusions-acquisitions, recentrage sur les métiers de base, externalisation de certains segments de la production, réduction de la taille de l'entreprise<sup>2</sup>. La gouvernance d'entreprise (*corporate governance*) est directement liée à la volonté de prise de contrôle par les actionnaires de la gestion des entreprises. Le contrôle dit « indiciel », déterminé par la seule variation de l'indice boursier, a pour but de réduire l'autonomie des objectifs des managers, supposés avoir des intérêts différents de ceux des actionnaires, voire opposés aux leurs. Le principal effet de ces pratiques de contrôle a été de faire de l'augmentation du cours de la Bourse l'objectif commun des actionnaires et des dirigeants. Le marché financier a été ainsi constitué en agent disciplinant pour tous les acteurs de l'entreprise, depuis le dirigeant

1 Cf. François CHESNAIS, *La Mondialisation financière. Genèse, coût et enjeux*, Syros, Paris, 1997.

2 D. PLEHON, *Le Nouveau Capitalisme*, op. cit., p. 67 sq.

jusqu'au salarié de base : tous doivent être soumis au principe d'*accountability*, c'est-à-dire à la nécessité de « rendre des comptes » et d'être évalués en fonction des résultats obtenus.

Le renforcement du capitalisme financier a eu d'autres conséquences importantes et, en premier lieu, sociales. La concentration des revenus et des patrimoines s'est accélérée avec la financiarisation de l'économie. La déflation salariale a traduit le pouvoir accru des possesseurs de capitaux qui leur a permis de capter un surcroît important de valeur en imposant leurs critères de rendement financier à l'ensemble de la sphère productive et en mettant en concurrence les forces de travail à l'échelle mondiale. Elle a conduit de nombreux salariés à recourir à l'endettement, lui-même rendu plus facile après le krach de 2000 par l'activisme monétaire de la Federal Reserve Bank. Leur appauvrissement relatif et souvent absolu les a ainsi soumis au pouvoir de la finance.

En second lieu, c'est le rapport du sujet à lui-même qui a été profondément atteint. Du fait d'une fiscalité plus attractive, et de l'encouragement des pouvoirs publics, le patrimoine financier et immobilier de nombreux ménages moyens et supérieurs a considérablement augmenté depuis les années 1990. Si l'on est loin du rêve thatchérien de populations occidentales faites de millions de petits capitalistes, la logique du capitalisme financier a eu néanmoins des effets subjectifs non négligeables. Chaque sujet a été conduit à se concevoir et à se comporter dans toutes les dimensions de son existence comme un porteur de capital à valoriser : études universitaires payantes, constitution d'une épargne retraite individuelle, achat de son logement, placements à long terme dans des titres de Bourse, tels sont les aspects de cette « capitalisation de la vie individuelle » qui, au fur et à mesure qu'elle gagnait du terrain dans le salariat, a érodé un peu plus les logiques de solidarité<sup>1</sup>.

L'avènement du capitalisme financier ne nous a pas fait passer, contrairement à ce qu'un certain nombre d'analystes avaient alors avancé, du capitalisme organisé du XIX<sup>e</sup> siècle à un « capitalisme désorganisé »<sup>2</sup>. Meux vaut dire que le capitalisme s'est réorganisé sur de nouvelles bases dont le ressort est la mise en œuvre de la concurrence généralisée, y compris dans l'ordre de la subjectivité. Ce qu'on s'est plu à appeler

1 Cf. sur ce point, R. MARTIN, *The Financialization of Daily Life*, Temple University Press, Philadelphie, 2002. Sur ce que nous appellerons la « subjectivation financière », cf. *infra*, chap. 13.

2 Scott LASCH et John URRY, *The End of Organized Capitalism*, Polity Press, Cambridge, 1987.

« dérégulation », expression équivoque qui pourrait laisser penser que le capitalisme ne connaît plus aucun mode de régulation, est en réalité une nouvelle *mise en ordre* des activités économiques, des rapports sociaux, des comportements et des subjectivités.

Rien ne l'indique mieux que le rôle des États et des organisations économiques internationales dans la mise en place du nouveau régime d'accumulation à dominante financière. Il y a en effet quelque fausse naïveté dans le fait de déplorer la puissance du capital financier par opposition à la force déclinante des États. Le nouveau capitalisme est profondément lié à la construction *politique* d'une finance globale régie par le principe de la concurrence généralisée. En cela, la « mise en marché » (*marketization*) de la finance est fille de la raison néolibérale. Il convient donc de ne pas prendre l'effet pour la cause en identifiant sommairement néolibéralisme et capitalisme financier.

Certes tout ne vient pas de la main de l'État. Si, au départ, l'un des objectifs de la libéralisation des marchés financiers consistait à faciliter les besoins croissants de financement des déficits publics, l'expansion de la finance globale est aussi le résultat de multiples innovations en produits financiers, en pratiques et en technologies qui n'avaient pas été prévues à l'origine.

Reste que c'est bien l'État qui, dans les années 1980, a constitué par ses réformes de libéralisation et de privatisation une finance de marché en lieu et place d'une gestion plus administrée des financements bancaires des entreprises et des ménages. Rappelons que, des années 1930 aux années 1970, le système financier était encadré par des règles qui visaient à le *protéger des effets de la concurrence*. À partir des années 1980, les règles auxquelles il va continuer d'être soumis changent radicalement de sens, puisqu'elles visent à *réguler la concurrence générale* entre tous les acteurs de la finance à l'échelle internationale<sup>1</sup>. La France offre un bon exemple de cette transformation. Les gouvernements français ont entrepris de mettre fin à la gestion administrée du crédit : suppression de son encadrement, levée du contrôle des changes, privatisation des institutions bancaires et financières. Ces mesures ont permis la création d'un grand marché unique des capitaux et encouragé le développement de conglomerats mêlant les activités de banque, d'assurance et de

1 Comme l'écrivent Dominique Plihon, Jézabel Couppey-Soubeyran et Dhafer Saidane, « dès lors, le but de la réglementation n'a plus été de soustraire l'activité bancaire à la concurrence, mais de créer des conditions légales et loyales d'activité (*level playing field*) ». D. PLIHON, J. COUPPEY-SOUBEYRAN ET D. SAIDANE, *Les Banques, acteurs de la globalisation financière*, La Documentation française, Paris, 2006, p. 113.

conseil. Parallèlement, la gestion de la dette publique, en pleine expansion au début des années 1990, a été profondément modifiée pour faire appel aux investisseurs internationaux, de sorte que, par ce moyen, les États ont largement et directement contribué à l'essor de la finance mondialisée. Par une manière de « choc en retour » de sa propre action, l'État a lui-même été enjoint de réaliser de façon accélérée son « adaptation » à la nouvelle donne financière internationale. Plus les transferts de revenus vers les prêteurs, par le moyen de l'impôt, ont été importants, plus il a été question de diminuer le nombre des fonctionnaires et de baisser leurs rémunérations, plus il a fallu transférer au secteur privé des pans entiers du secteur public. Les privatisations, de même que l'encouragement à l'épargne individuelle, ont fini par donner un pouvoir considérable aux banquiers et aux assureurs.

L'élargissement de la taille des marchés, leur décloisonnement, la création du marché des produits dérivés ont été systématiquement encouragés par les pouvoirs publics pour faire face à la concurrence des autres places financières (en particulier des plus puissantes, celles de Londres et New York). Aux États-Unis, dans les années 1990, on a ainsi assisté à la fin du cloisonnement du secteur bancaire avec la suppression du *Glass-Steagall Act* de 1933 et à la naissance parallèle de grands conglomerats multifonctions (*one-stop shopping*). La titrisation des créances, amorcée aux États-Unis dans les années 1970, a bénéficié d'un cadre légal dans la plupart des pays (en France en 1988)<sup>1</sup>. Enfin, dans un autre domaine, c'est encore à l'État qu'il revint de construire le lien entre le pouvoir du capital financier et la gestion de l'entreprise : il donna aux normes de la gouvernance d'entreprise un cadre légal<sup>2</sup> consacrant les droits des actionnaires et instaurant un système de rémunération des dirigeants fondé sur la montée de la valeur des actions (*stock-options*)<sup>3</sup>.

Cette construction politique de la finance de marché par les gouvernements n'a pas manqué d'être relayée par l'action du FMI et de la Banque mondiale. Les politiques publiques ont puissamment et activement aidé les « investisseurs institutionnels » à instaurer la norme du maximum de valeur actionnariale, à capter des flux de revenus de plus en plus importants, à alimenter grâce au prélèvement rentier une spéculation sans frein. La concentration des institutions financières, désormais placées au centre

1 *Ibid.*, p. 18-19.

2 Telle, en France, la « loi sur les nouvelles régulations économiques » de mai 2001.

3 On se rappelle que ces mesures favorables au capitalisme financier ont fait consensus parmi les élites politiques et économiques. En France, c'est à un gouvernement de gauche qu'il revint de les mettre en œuvre.



des nouveaux dispositifs économiques, a permis un drainage massif de l'épargne des ménages et des entreprises, leur donnant du même coup un pouvoir accru sur toutes les sphères économiques et sociales. Ce que l'on appelle donc « libéralisation » de la finance, qui est plus proprement la construction de marchés financiers internationaux, a engendré une « création » à la puissance à la fois diffuse, globale et incontrôlable.

Paradoxalement, ce rôle actif des États n'a pas été sans favoriser le dérapage des institutions de crédit au milieu des années 2000. C'est bien la concurrence exacerbée entre institutions de crédit « multifonctionnelles » qui les a poussées à prendre des risques de plus en plus grands afin de maintenir leur propre rentabilité<sup>1</sup>. Cette prise de risque n'était possible que si l'État restait le garant suprême du système. Le sauvetage des caisses d'épargne dans les années 1990 aux États-Unis a montré que l'État ne pourrait rester indifférent à l'écroulement des grandes banques selon le principe du « *too big to fail* ». En réalité, le gouvernement néolibéral joue depuis longtemps le rôle de prêteur en dernier ressort, comme le montrent suffisamment aux États-Unis les pratiques d'achat des créances aux banques et leur titrisation<sup>2</sup>. De sorte qu'il n'y a pas à s'étonner de voir les gouvernements multiplier les interventions de « sauvetage » des institutions bancaires et des sociétés d'assurances depuis le déclenchement de la crise en 2007 : ces interventions ne font qu'illustrer à très grande échelle le principe de « nationalisation des risques et privatisation des profits ». Ainsi, le gouvernement britannique de Gordon Brown a nationalisé près de 50 % de son système bancaire et le gouvernement américain a recapitalisé les banques de Wall Street pour un montant de plusieurs centaines de milliards de dollars. Contrairement à ce que certains analystes ont prétendu, ce n'est évidemment pas de « socialisme » qu'il s'agit, pas plus que d'une nouvelle « révolution d'Octobre », mais d'une *extension contrainte et forcée du rôle actif de l'État néolibéral*. Constructeur, vecteur et partenaire du capitalisme financier, l'État néolibéral a franchi un pas supplémentaire en devenant effectivement, à la faveur de la crise, l'institution financière de dernier ressort. Cela est si vrai que ce « sauvetage » peut faire provisoirement de lui une sorte d'État *boursier* qui rachète à bas prix des titres pour essayer de les revendre plus tard à un cours élevé. L'idée selon laquelle,

1 Sur les mécanismes de la crise financière, on se reportera à Paul JORION, *Vers la crise du capitalisme américain*, La Découverte, Paris, 2007 et Frédéric LORDON, *Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières*, Raisons d'agir, Paris, 2008.

2 Les crédits hypothécaires ont ainsi été massivement garantis aux États-Unis par les deux agences publiques chargées du prêt au logement, Fannie Mae et Freddie Mac.

après un « retrait de l'État », nous assisterions à un « retour de l'État » doit donc être sérieusement mise en question.

### *Idéologie (1) : le « capitalisme libre »*

Qu'une telle illusion soit si courante tient pour une large part à une stratégie efficace de conversion des esprits qui a pris, depuis les années 1960 et 1970, la double forme d'une lutte idéologique contre l'État et les politiques publiques, d'une part, et d'une apologie sans réserve du capitalisme le plus débridé, d'autre part. Toute une vulgate a largement brodé sur le thème du nécessaire « désengagement de l'État » et sur l'incomparable « efficacité des marchés ». C'est ainsi qu'au détour des années 1980 l'on a pu croire revenu le mythe du marché autorégulateur, en dépit de politiques libérales qui visaient à la construction la plus active des marchés.

Cette conquête politique et idéologique a été l'objet de nombreux travaux. Certains auteurs ont déployé une stratégie très consciente de *lutte idéologique*. Hayek, von Mises, Stigler ou Friedman ont véritablement *pensé* l'importance de la propagande et de l'éducation, thème qui occupe une part notable de leurs écrits et de leurs interventions. Ils ont même cherché à donner une forme populaire à leurs thèses pour qu'elles touchent, sinon l'opinion directement, du moins ceux qui la font, et ceci très tôt comme le montre le succès mondial de *La Route de la servitude* de Hayek. Ce qui explique aussi la constitution des *think tanks* dont le plus célèbre, la Société du Mont-Pèlerin, fondée en 1947 à Vevey en Suisse par Hayek et Röpke, n'a été que la « tête de réseau » d'un vaste ensemble d'associations et de cercles militants dans tous les pays. L'historiographie décrit ainsi la manière dont les *think tanks* des « évangélistes du marché » ont permis de donner l'assaut aux grands partis de droite, en s'appuyant sur une presse dépendante des milieux d'affaires, puis, de proche en proche, comment les « idées modernes » du marché et de la mondialisation ont fait refluer puis dépérir les systèmes idéologiques qui leur étaient immédiatement opposés, à commencer par la social-démocratie.

Cet aspect des choses est évidemment essentiel d'un point de vue historique. C'est bien par la fixation et la répétition des mêmes arguments qu'une vulgate a fini par s'imposer partout, particulièrement dans les médias, l'université et le monde politique. Aux États-Unis, Milton Friedman a joué un rôle majeur, à côté de ses travaux académiques, dans la « réhabilitation du capitalisme par une production exceptionnelle d'articles, de livres et d'émissions de télévision. Il est le seul économiste en son temps